

Réchauffement climatique : la réponse passe par les Etats Unis d'Europe

Le débat sur le réchauffement climatique est derrière nous

Selon une récente déclaration d'un des plus prestigieux journaux scientifiques (« A Climate Repair Manual », *Scientific American*, Septembre 2006) « le débat sur le réchauffement climatique est derrière nous ». Les niveaux actuels de concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère sont les plus hauts à avoir jamais été constatés au cours des derniers 650 mille ans et ne feront apparemment qu'augmenter. Aucun climatologue ne peut prédire ce qui arrivera dans chaque région du monde au cours des prochaines décades suivant le rejet dans l'atmosphère, commencé il y a deux siècles, du dioxyde de carbone accumulé sous la terre depuis des millions d'années. La communauté scientifique a désormais abouti à un consensus sur les points suivants : a) les données historiques climatologiques et les observations actuelles ont établi une relation entre l'augmentation des gaz à effet de serre et les changements des cycles climatiques, et b) : sans un renversement drastique des tendances à l'émission de ces gaz dans l'atmosphère, encore que ce ne soit pas actuellement prévisible, nous devons nous préparer à de profonds changements climatiques et dans

les courants océaniques pour les prochaines décades. Si la tendance à un excessif réchauffement climatique n'est pas inversée avant la moitié du siècle, c'est à dire pendant l'espérance de vie de beaucoup d'entre nous, la température moyenne pourrait augmenter de 2 à 5 degrés centigrade : une augmentation significative quand on sait que la température de la planète n'est que de 5 degrés supérieure à celle de la dernière ère glaciaire.

Les conséquences les plus probables seraient les suivantes : une augmentation des phénomènes météo extrêmes avec une aggravation subséquente du problème de désertification dans certaines régions et d'inondations dans d'autres; le retour à des climats glaciaires dans certaines contrées et à des températures excessives dans d'autres; une hausse du niveau de la mer avec de sérieuses conséquences pour des pays comme le Bangladesh mais aussi pour des megalopoles côtières comme Londres, Shanghai et New York pour n'en citer que quelques unes. La rapidité des changements climatiques se succédant les uns aux autres testera la capacité de nombreux Etats à faire face à d'inévitables crises économiques et à des mouvements migratoires de populations vers

les régions qui continueront à bénéficier d'un climat tempéré.

Différentes études, y compris celle demandée par le gouvernement britannique à Sir Nicholas Stern, ont mis en évidence les conséquences du changement climatique en termes de ralentissement du développement économique et de diminution de la sécurité. Grâce également aux campagnes de sensibilisation aux menaces pesant sur la planète, menées par des hommes politiques de haut niveau (l'ancien vice-président des Etats-Unis Al Gore) et par des experts (James Hansen), ces problèmes sont largement pris en considération. Le rapport Stern en particulier a calculé que ces conséquences pourraient être équivalentes aux dégâts « causés par les deux guerres mondiales et la grande dépression de la première moitié du 20^{ème} siècle ». Il est cependant difficile, contrairement aux crises du siècle dernier, de déterminer quelle sera leur durée, qu'il s'agisse de décades ou même de siècles. Il est clair que plus nous attendrons, plus les scénarios seront destinés à s'aggraver : une hypothèse raisonnable avancée par le rapport Stern énonce que si nous n'arrivons pas à consacrer immédiatement l'équivalent de 1% du Produit Mondial Brut pour développer l'introduction de technologies déjà connues pour réduire les émissions nuisibles, la conséquence pourrait en être une diminution de 20% du Produit Mondial Brut dans les années 2050. Aucun gouvernement ne devrait mettre en question la nécessité d'agir immédia-

tement afin d'éviter une telle perspective. Mais quelle autorité est-elle en mesure de planifier et coordonner cette sorte d'amélioration d'une politique écologique globale pour la planète ?

Qui gère la crise environnementale ?

Il nous faut des instruments nous permettant de gagner du temps pour introduire et étendre de nouvelles technologies et pour différer le moment où le niveau de risque de la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère aura atteint des seuils incontrôlables. Ces instruments sont aujourd'hui mis en œuvre de façon désordonnée sur une base nationale. Il s'agit des politiques de contrôle de la pollution, de l'introduction d'une taxe sur le gaz carbonique, des mesures facilitant sa capture, de l'accélération de l'introduction de nouvelles technologies pour les transports ou de la diversification des sources d'énergie pour la production d'électricité. Pour les rendre efficaces, ne serait ce que pour gagner du temps, il serait nécessaire que ces mesures soient planifiées dans la perspective d'un véritable gouvernement du monde. Ce gouvernement mondial n'existe pas aujourd'hui. Il est en outre inconcevable dans un futur immédiat. Il est illusoire de penser pouvoir parvenir à des résultats significatifs dans des conférences internationales regroupant les représentants de presque 200 Etats. Si l'on ne commence pas par une étroite collaboration, le plus rapidement possible, parmi les sujets qui contribuent le plus à l'augmentation de la concentra-

tion des gaz à effet de serre (une vingtaine de pays est responsable de 80% des émissions, mais si les Européens étaient véritablement unis, ce nombre pourrait être réduit à moins de dix), nous allons au désastre. Il faut souligner que la responsabilité de l'Union Européenne en la matière est patente : pas seulement à cause de son incapacité totale à passer à l'action car elle ne constitue pas un réel partenaire international, mais aussi en raison du spectacle de la division entre ses Etats qui conduit à anihiler tout processus similaire d'union politique dans d'autres continents. L'absence d'Etat Fédéral Européen (pas à l'ordre du jour actuellement), avec les profonds changements de rapports de forces qu'il introduirait, rend inconcevable une accélération de la coopération internationale permettant de faire face aux problèmes vitaux que constituent la réduction des effets du changement climatique ou même simplement l'adaptation à ces derniers.

Agir avec équité

Il sera certainement impossible d'obtenir que des centaines de millions d'hommes et de femmes vivant en Asie et en Afrique et aspirant à une qualité de vie au moins comparable à celle existant dans les pays occidentaux, fassent des sacrifices qui bénéficieront d'abord aux générations (actuelles et futures) d'humains déjà plus heureux qu'eux. Les Etats Unis et une grande partie des pays de l'Union Européenne ne peuvent prendre la tête d'un processus de défense du climat sur la planète sans reconnaître cette injus-

tice et sans tout d'abord mettre en œuvre des politiques intérieures d'auspérité destinées à opérer des transferts de ressources et de technologies en direction de l'Asie et de l'Afrique.

Maintenir la paix

Un pacte de copartage du fardeau du sauvetage de la planète, conçu et élaboré dans la perspective d'une rapide mise en œuvre, devrait se placer dans le cadre d'un plan de transition vers la fédération mondiale. Les premiers pas consisteraient en la formation d'un gouvernement provisoire *de facto* basé sur la coopération entre les principaux pôles mondiaux afin de maintenir la paix. Tant que le risque d'une nouvelle course aux armements, de la prolifération des armes de destruction massive, des conflits régionaux n'aura pas disparu, nous ne pourrions éloigner la principale source de gaspillage et de destruction de nos ressources et par là-même de détérioration de la crise écologique : la guerre et la préparation de la guerre.

Créer l'Etat fédéral européen

L'Union Européenne, en tant que telle, n'est pas, et ne peut l'être dans un futur prévisible, un acteur déterminant dans la résolution de ces problèmes. En fait elle est dans l'incapacité tant à l'intérieur de son territoire que dans ses relations avec les principaux acteurs mondiaux de promouvoir des politiques fiscales, des accords commerciaux et industriels, des interventions militaires qui demeurent, même à l'heure de la mondialisation, les attributs cohérents des Etats continents

et de leurs citoyens. L'Union Européenne demeure une organisation régionale d'Etats indépendants en dépit des succès de l'intégration économique et monétaire. L'impuissance des Européens dans les domaines énergétique et de la politique étrangère saute aux yeux. L'absence d'« Europe puissance » signifie un défaut de catalyse pour des accords plus élaborés avec et entre les acteurs mondiaux dans le champ écologique, Etats Unis, Chine, Inde, dont les politiques sont déterminantes pour le futur de notre planète.

Les Européens ont en conséquence une grande responsabilité dans les crises climatiques à venir. La création d'un véritable Etat fédéral européen est en fait le principal problème à résoudre pour permettre l'évolution positive de l'organisation du monde. Cette responsabilité devrait se manifester immédiatement par la volonté politique de créer l'embryon de cet Etat européen au moins entre quelques pays, essentiellement les membres fondateurs, à commencer par la France et l'Allemagne. Ces mêmes pays devraient posséder suffisamment de mémoire historique pour se souvenir de la sévérité des conséquences qu'ils ont affrontées chaque fois qu'ils ont ignoré l'avertissement de Machiavel quant à la

nécessité de mettre en pratique la « vertu » en temps utile : *« néanmoins, sans vouloir éteindre notre libre arbitre, je tiens pour vrai que le Hasard détermine la moitié de nos actions tout en nous laissant diriger l'autre moitié ou peut-être un peu moins. Je le compare à ces fleuves bouillonnants qui en temps d'inondation recouvrent les plaines, balayant arbres et habitations, transportant la terre d'un endroit à l'autre; tout le monde fuit devant eux, tout cède à cette violence, rien ne peut s'y opposer. Et pourtant, quand le temps redevient calme, les hommes pourraient pour autant prendre les mesures, à la fois par des murs et des obstacles, pour repousser, en cas de nouvelle crue, les eaux dans des canaux, les rendant ainsi moins dangereuses car plus maîtrisables. Il en est ainsi du hasard qui montre son pouvoir quand rien n'a été préparé pour lui résister et déploie ses forces là où il sait qu'il ne rencontrera ni barrières ni obstacles »* (Le Prince, XXV). Grâce à la science, sauf à prouver qu'elle n'est que mystification, nous savons maintenant que les temps de quiétude ne sont plus et qu'il est en conséquence de plus en plus urgent que nous édifiions les barrières et obstacles à même de répondre aux nouveaux défis environnementaux.

Campagne pour l'Etat fédéral européen

Fiche publiée avec le soutien de la Fondation Mario e Valeria Albertini
via Volta, 5 – 27100 Pavia

www.euraction.org

janvier 2007